



# NOS VIES

## PAS LEURS PROFITS!

La rentrée a été marquée par les suites de la crise sanitaire du Covid-19 et une amplification de la crise économique et sociale qui entraîne de nouveaux plans de licenciements ou de suppressions de postes, voire des fermetures d'entreprises.

### UNE POLITIQUE SANITAIRE INCONSÉQUENTE

Alors que la pandémie reprend de la vigueur, beaucoup soulignent l'incohérence des mesures prises. Imposer le port du masque, ce qui est effectivement une nécessité... après avoir expliqué il y a quelques mois que cela ne servait à rien ? Prôner une politique de dépistage... mais être incapable de l'organiser de façon efficace (sauf à faire tomber à chaque test 73,59 euros dans la tirelire des labos privés, payés par la Sécu) ?

Faire la morale en faveur des gestes et distances barrières... mais forcer la population à les piétiner en nous entassant dans les transports en commun ? Dénoncer les clusters potentiels que seraient les bars et restaurants... mais pousser les gosses et leurs parents vers les clusters avérés que sont nombre d'écoles et de lieux de travail ? Leur seule cohérence reste bien d'assurer la santé des profits, et pour ce faire tout pouvoir est laissé aux capitalistes : boulot ou pas, télétravail ou pas, chômage partiel ou non, ou panachage des formules, mais à l'appréciation de leurs tiroirs-caisses. Et rien à faire des classes populaires, des caisses de l'État qui se vident au détriment de ces dernières, de l'aggravation de la misère, d'une situation dont en particulier les femmes paient le prix fort...

### DES ATTAQUES ANTISOCIALES D'AMPLEUR

Pendant ce temps, la crise économique et ses dramatiques conséquences sociales s'aggravent. Renault, Airbus, Air-France, Auchan, Cargill, Bridgestone... Grandes et moyennes entreprises se bousculent à la Une des médias. Des milliers d'emplois en moins ici, des centaines là ! L'automobile et l'aéronautique ont ouvert le bal, dans les usines mères comme dans les filiales ou les entreprises sous-traitantes. La grande distribution n'est pas en reste, ni les industries du vêtement ou du meuble ni les autres... Sans compter les fins de mission et de boulot d'intérimaires, de prestataires, d'auto-entrepreneurs, de tous les petits boulots « invisibles ». À ce jour, près d'un million d'emplois rayés de la carte. ...

... La crise actuelle dérive de la paralysie économique que la pandémie et les diverses phases de confinement ont engendrée, mais l'automobile, l'aérien, la grande distribution avaient déjà dégraissé et annoncé de futures restructurations – entendez réductions d'effectifs en masse – bien avant l'arrivée du Covid. L'éducation, les transports et la santé avaient aussi supprimé des emplois en masse... au point que la colère s'y était traduite en mobilisations notables, en particulier dans les hôpitaux. Le Covid est surtout une aubaine pour les grands du monde capitaliste que Macron – banquier et président des riches – arrose de centaines de milliards depuis plusieurs mois, notamment avec son prétendu « plan de relance ».

### PAR LA MOBILISATION, IMPOSONS NOS URGENCES!

Les jeux sont loin d'être faits. L'actuelle gestion capitaliste de la pandémie par les classes dominantes – par des politiciens pris par ailleurs de bouffées sécuritaires et racistes dangereuses – n'arrive pas dans un ciel serein. Si les attaques contre le monde du travail avaient commencé bien avant l'arrivée du virus, notre riposte aussi : avec les Gilets jaunes, les travailleurEs des transports, de l'éducation ou de la santé, en passant par les mobilisations de la jeunesse en particulier issue des quartiers populaires contre le racisme et les violences policières, les vastes manifestations pour le climat ou les luttes des femmes, en première ligne face à l'épidémie et premières victimes de la crise sociale, contre les violences sexistes et sexuelles.

Macron et ses amis capitalistes voudraient confiner nos colères et leur imposer un couvre-feu. Toutes et tous ensemble, œuvrons au contraire à défendre des mesures d'urgence pour notre camp social et à souffler sur les braises.



## POUR LA GRATUITÉ DES SOINS ET DES PROTECTIONS ET UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC DE SANTÉ!

*La « première vague » de la pandémie de coronavirus a été un révélateur exceptionnel de l'état du système de santé aux yeux de l'ensemble de la société. Elle en a montré les forces et les faiblesses...*

L'hôpital public, déjà en situation critique avant l'épidémie, a réussi à accueillir, dans l'urgence, une grande partie des patientEs. Il a néanmoins été débordé dans certaines régions où, parfois, des choix éthiques déchirants (qui soigner?) se sont posés. Les équipes ont réussi à faire face et à éviter que l'épidémie ne devienne plus dévastatrice. Faute de moyens, ils et elles n'y sont toutefois parvenus qu'au prix de risques considérables et d'un travail épuisant.

L'absence de politique de santé publique permettant d'anticiper l'épidémie (révélée par l'absence de masques et de tests), les conséquences dramatiques de politiques d'austérité, de privatisation et de marchandisation de la santé menées depuis un quart de siècle sont devenues visibles pour touTEs. La question du droit à la santé et de soins accessibles à touTEs est l'une des grandes préoccupations pour construire le « monde d'après ».

### RENFORCER LES MOYENS DE L'HÔPITAL PUBLIC

Manque de personnel, fermeture de 100 000 lits en 20 ans, de services d'urgences, de maternité, de chirurgie de proximité, regroupement dans d'énormes usines à soins déshumanisées mais plus « rentables » : les effets des politiques d'austérité n'ont pas attendu l'épidémie pour se manifester. Tout au long de l'année 2019, les services d'urgences ont été en grève et les mobilisations hospitalières se sont succédé pour exiger, sans succès, un recrutement massif de personnel, l'augmentation des budgets hospitaliers, la revalorisation des salaires.

Les effets désastreux de la gestion de l'hôpital public sur le mode de l'entreprise, dont la « tarification à l'activité » est l'un des principaux outils, ont été mis en relief par la pandémie. L'hôpital étant rémunéré selon le nombre d'actes fournis, un lit vide est un lit « non rentable », et le « taux d'occupation des lits » doit être le plus élevé possible. Pas de place dans ces conditions pour anticiper des événements « imprévus »... comme cette épidémie.



La politique des gouvernements successifs a consisté à « externaliser » vers des opérateurs privés une part croissante des missions de l'hôpital public, et en finir avec la place centrale de celui-ci dans le dispositif de soins.

Les leçons de l'épidémie exigent au contraire un renforcement des moyens du service public de santé, à l'opposé de la poursuite et de l'accélération de ce qui n'a pas fonctionné depuis 25 ans et que veulent poursuivre Macron-Véran avec leur « Ségur » de la santé.

### EXIGEONS :

- ~ La gratuité des protections (masques, tenues...), des tests, des médicaments et traitements, et leur accès pour touTEs
- ~ La gratuité totale des soins sans avance des frais, avec une prise en charge par la Sécurité sociale
- ~ Un plan massif de formation et de recrutement pérenne de 120 000 emplois pour les hôpitaux, et d'un poste par résidentE dans les EHPAD
- ~ Un plan massif de financement du système de santé et sa réorganisation sous le contrôle des professionnels et des patientEs
- ~ L'augmentation générale et pérenne des salaires d'au moins 300 euros pour tous les personnels des hôpitaux et d'EHPAD

# INTERDIRE LES LICENCIEMENTS, PARTAGER LE TRAVAIL ENTRE TOUTES ET TOUS !

À la crise sanitaire qui menace à nouveau des milliers de vies, notamment chez les travailleurEs, s'ajoute désormais une crise économique sans précédent aux conséquences dramatiques sur l'emploi et les conditions de travail.

**D**ans ce contexte, le patronat, malgré les profits faramineux distribués aux actionnaires pendant de longues années, s'est empressé de fermer des entreprises, de licencier massivement ou d'imposer des dégradations majeures des conditions de travail et des salaires via – entre autres – les accords de performance collective (APC) qui sont de véritables chantages à l'emploi. Renault, Derichebourg, Bridgestone, raffinerie de Grandpuits... la liste est déjà fournie et menace de s'allonger dans les prochaines semaines et mois.

Pourtant, ce n'est pas aux travailleurEs, dont certainEs, au premier rang desquels les femmes, ont été envoyés au front en «première ligne» contre le coronavirus, de payer la facture de cette crise. Pour cela, ils et elles doivent avancer leur propre riposte.

La pandémie est aussi le fruit de la dégradation de notre environnement due au productivisme de ce système. Elle est un avertissement. Les catastrophes qui nous menacent avec le changement climatique seraient d'une tout autre ampleur.

Notre riposte doit répondre à la fois sur le terrain social et sur le terrain écologique.

## INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

Dans le contexte de la crise sanitaire, il est inadmissible que des travailleurEs soient privés d'un emploi et soient plongés dans la précarité et la pauvreté, qui les exposera encore plus

au virus. Il faut interdire les licenciements, y compris pour les CDD, intérimaires et autres précaires qui doivent avoir accès à un CDI. Et en cas de réelles difficultés pour telle ou telle petite entreprise touchée par la crise, c'est le patronat en tant que collectivité, en premier lieu les entreprises du CAC 40, qui doit payer pour financer le maintien des emplois ou le maintien de la rémunération intégrale et des droits des salariéEs, ainsi que les possibilités d'une réelle reconversion.

L'indispensable et urgente réduction des émissions de gaz à effet de serre exige une réduction de la production matérielle et des transports, tout particulièrement de l'automobile et du transport aérien. Ce n'est pas aux salariéEs d'en faire les frais, il faut imposer des plans de conversion de la production avec le maintien des salaires et des contrats de travail.

## PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL ENTRE TOU·TE·S, AVEC UN SALAIRE MINIMUM DE 1800 EUROS NET, INDEXÉ À L'INFLATION

Il faut en finir avec une situation où des millions de travailleurEs sont privés d'un emploi pendant que d'autres s'épuisent avec de longues journées et de lourdes charges de travail. Pour cela, il faut réduire le temps de travail, le partager entre toutes et tous, donner ainsi un emploi à l'ensemble des chômeurEs

sans que personne n'y perde en salaire. Si le système capitaliste n'est pas capable d'assurer le droit au travail qu'il prône – ce «droit» de se faire exploiter! –, c'est un système qui mérite d'être renversé!

La crise sanitaire a par ailleurs révélé à quel point les fonctions les plus utiles sont parmi les moins bien rémunérées. Elles sont très souvent exercées par des femmes, pour des salaires de 18,5% en moyenne inférieurs à ceux des hommes, selon l'INSEE. Il est temps de le corriger par une augmentation générale des salaires de 300 euros et un salaire minimum de 1800 euros net pour touTEs, indexé à l'inflation.

## OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTES

Les patrons arguent évidemment qu'ils ne peuvent pas maintenir les emplois et les salaires, sous peine de faillite. Mais les dividendes, eux, augmentent! Pour la seule année 2019, les entreprises du CAC 40 ont obtenu presque 80 milliards d'euros de bénéfices et ont distribué 60 milliards d'euros à leurs actionnaires. Preuve de la justesse du slogan «*de l'argent, il y en a dans les caisses du patronat!*» La lumière doit être faite sur la comptabilité des entreprises, a fortiori dans la mesure où elles continuent à être gavées d'aides publiques : une tâche qui reviendrait au monde du travail, seul en situation par sa place dans tous les rouages de l'économie d'établir un bilan et un autre ordre de priorité pour les dépenses de chaque entreprise, comme pour l'ensemble de la société.

# S'OPPOSER AUX POLITIQUES SÉCURITAIRES ET RACISTES DE MACRON-CASTEX-DARMANIN !

Macron et son gouvernement visent sans surprise à revenir à «la normale», en particulier par l'injection massive d'argent public dans le redémarrage de l'économie, contribuant ainsi au maintien de profits juteux pour les patrons. Mais leur retour à «la normale», c'est aussi le retour des vieilles recettes sécuritaires, amplifiées dans le cadre de la crise sanitaire.

**L**e gouvernement refuse de mettre les moyens humains et matériels dans la santé publique pour faire face aux besoins. En corollaire, il fait appel à la «responsabilité individuelle» de chacunE, qui serait seul comptable de sa santé et de celle des autres : en instillant la peur, par l'impossibilité à se faire tester vite, par la publication en boucle

de chiffres de la maladie, et aussi de ceux de la délinquance (!), par les consignes parfois contradictoires et les interdictions multiples.

## REFUSER UNE SOCIÉTÉ DU TOUT-RÉPRESSIF

Les manquements à la protection sanitaire individuelle sont durement sanctionnés :

135 euros à la première absence de masque obligatoire dans certains espaces, peine de prison avec sursis à la quatrième... Mais les plus harcelés restent toujours les habitantEs des quartiers populaires soumis au quadrillage et au racisme policier, contre lequel des dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées en juin dernier, ainsi que les migrantEs et les sans-papiers, dont beaucoup ont été en «première ligne» face au Covid et qui continuent de subir le harcèlement policier.

Le gouvernement développe consciemment un climat délétère d'insécurité sociale, fait de défiance, de division, de casse des liens ...

... sociaux et de la solidarité. Arguant de la nécessaire protection sanitaire, il tente de nous habituer à toujours plus de contrôle sur nos libertés, d'intrusion dans nos vies et, finalement, à une gestion sécuritaire pérenne de la société.

Pour Darmanin, il s'agit d'imposer son hyper présence sur l'ensemble du territoire pour «réaffirmer l'autorité de l'État» et «remettre du bleu dans la rue [car] ça rassure les honnêtes gens»... Les syndicats de policiers sont satisfaits, ils estiment avoir «enfin» été entendus. En effet, au mépris des nombreux avis négatifs du Défenseur des droits et de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), les armes utilisées dans les guerres seront toujours autorisées dans le maintien de l'ordre, comme les LBD ou les grenades de désencerclement, qui seront néanmoins remplacées par un nouveau modèle «réputé moins dangereux», parole de Darmanin!

### COMBATTRE LA POUSSÉE ISLAMOPHOB

Après l'agitation autour des listes «communautaires» aux municipales, «l'ensauvagement» de certains territoires et la nécessité d'éviter la «guerre civile», Macron annonce un projet de loi contre le «séparatisme», «islamiste» essentiellement, qui sera en débat à partir de cet automne. De quoi renforcer encore un peu plus la stigmatisation des musulmanEs et leur discrimination, et tenter de masquer le développement inédit de la pauvreté et des inégalités, des plans de licenciements massifs, de la casse de tous nos biens communs... et de nos luttes.

### EXIGEONS :

- ~ La fin de la répression, contre la contestation en général et contre les secteurs militants en particulier
- ~ La fin de l'impunité pour les crimes policiers, et le désarmement de la police
- ~ L'abandon du projet de loi «séparatisme» en luttant contre l'islamophobie et toutes les formes de racisme
- ~ L'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation, la régularisation de touTEs les sans-papiers



## CAPITALISTES, HORS DE NOS VIES!

Il y a urgence à imposer aux prétendus «premiers de cordée» des mesures en faveur des premières et premiers de corvée. Car ce n'est pas au monde du travail, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, de payer la facture de la crise des capitalistes. Urgence à permettre à toutes et tous, y compris aux millions de travailleurEs pauvres, l'accès à la protection et aux soins en ces temps de pandémie. Urgence face au chômage, à la vague de licenciements, de suppressions de postes, de fins de contrats précaires. Urgence à résister à la crise climatique et environnementale occasionnée par un système productiviste qui broie les individus et détruit la planète.



### CONSTRUIRE LES SOLIDARITÉS ET LA CONVERGENCE DES MOBILISATIONS

Nous ne plierons pas sous les menaces des exploiters, pollueurs et parasites sous perfusion d'argent public... par centaines de milliards! Un bras de fer est engagé entre d'un côté les actionnaires et les milliardaires, et de l'autre toutes celles et ceux qui font tourner la société par leur travail – ou qui voudraient pouvoir le faire. Dans ce combat, il n'y a en particulier rien à «négocier» concernant les licenciements ou autres formes de chantage à l'emploi boîte par boîte : c'est une impasse. Rester chacun de son côté est voué à l'échec : faire l'agneau n'a encore jamais calmé l'appétit des loups! C'est en coordonnant les forces de toutes et tous, en travaillant à la convergence des luttes, à la construction des solidarités entre les mobilisations qu'il peut être possible de changer la donne pour répondre aux urgences sanitaires, sociales, environnementales...

### «SYSTÈME DÉGAGE!»

Pas question d'attendre deux ans en subissant cette offensive en règle contre nos droits et nos vies! C'est maintenant qu'il faut engager la riposte. Ce ne sont ni les élections ni le jeu de dupes du «dialogue social» qui permettront d'inverser le rapport de forces. Les révoltes qui parcourent le monde ces dernières années, contre les inégalités et pour une démocratie par en bas, pour vivre et pas seulement survivre, pour décider aussi de son sort, se jouent dans la rue. La jeunesse chilienne, la

population algérienne, les travailleurEs de Biélorussie, les masses libanaises de toutes origines et toutes confessions, bousculent des régimes vendus aux intérêts des capitalistes par des grèves et des manifestations, par des mouvements d'ensemble qui affirment haut et fort : «Système dégage!»

Ici aussi nous devons faire irruption pour renverser la table : manifester notre force collective par tous les moyens, laisser éclater et organiser nos colères pour imposer nos revendications. Les Gilets jaunes qui ont fait trembler la France bourgeoise, les grévistes de l'hiver dernier contre l'infâme projet de «retraite à points», la jeunesse mobilisée contre le racisme et les violences policières ou pour la justice climatique, les femmes dans la rue contre les violences sexistes et sexuelles et pour l'égalité des droits : toutes et tous montrent la voie!

Face à ce système fauteur de crises sanitaires, sociales et écologiques, qui tente de se sauver en dressant les populations les unes contre les autres, en jouant du racisme et de la xénophobie, opposons la solidarité de notre camp social, une révolution afin de construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions. Reprenons nos affaires en main, imposons le contrôle démocratique du monde du travail, de l'ensemble de la population, sur les richesses, sur la marche de la société pour répondre enfin aux besoins sociaux et arracher aux capitalistes le pouvoir de décider. Parce que nous ne paierons pas les crises d'un système dont nous ne voulons plus, parce que nos vies valent plus que leurs profits!



**POUR PRENDRE CONTACT** Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Ou par mail à : [ecrire@npa2009.org](mailto:ecrire@npa2009.org)

Nom : ..... Prénom : .....

Tél. : ..... Mail : .....

**NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG ~ LANTICAPITALISTE.ORG**